

Gouvernance des océans au service de la durabilité.

Lien crucial avec l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire.

Conseil politique.

Étude de cas Madagascar.

Linnéa Engström, ancienne députée européenne, PD Marine Stewardship Council.

Introduction

La vie sur Terre a commencé dans les océans et la vie en dépendra toujours. Ils couvrent les deux tiers de la surface de la planète et contiennent 99 % de l'espace vital de la planète. Chaque seconde respiration que nous prenons provient de l'oxygène produit par les océans.

Les activités humaines sur les systèmes de maintien de la vie dans les océans ont atteint des niveaux insoutenables. Aujourd'hui, les océans sont confrontés à des menaces de surexploitation, de pollution, de déclin de la biodiversité, de changement climatique et d'acidification. Ces menaces affectent non seulement les océans eux-mêmes, mais également l'humanité et la planète entière.

Environ 3 milliards de personnes dépendent du poisson comme principale source de protéines et des millions de personnes dépendent des océans pour leur subsistance. La pêche à petite échelle fournit du travail à 90 % des personnes employées dans les pêcheries de capture. Le poisson reste l'un des produits alimentaires les plus commercialisés dans le monde. Plus de la moitié des exportations de poisson, en valeur, proviennent des pays en voie de développement.

Les femmes apportent une contribution essentielle à l'industrie des produits de la mer, représentant plus de la moitié de la main-d'œuvre. Elles sont souvent des acteurs clés dans la transformation, la vente locale et les différents rôles de soutien dans les pêcheries. Leur travail est essentiel pour l'économie locale, l'emploi et la sécurité alimentaire. Pourtant, ces emplois sont moins reconnus et moins rémunérés, voire non rémunérés dans certains cas. Une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) réalisée à partir de 2015 montre que les femmes sont gravement sous-représentées aux niveaux décisionnels des industries des produits de

la mer et qu'elles ont très peu accès au crédit et aux ressources financières permettant de développer leur industrie.

L'état des stocks mondiaux de poissons marins ne s'est pas amélioré. Plus de 31 % des stocks de poissons sont pêchés à des niveaux biologiquement non durables.

L'aggravation de la surpêche constitue une menace sérieuse pour des écosystèmes marins entiers, mais aussi pour les emplois et les revenus.

Les ressources marines sont un bien public. Pourtant, de plus en plus de possibilités de pêche sont transformées en droits de pêche privés transférables qui sont achetés par des entreprises de pêche industrielle ou des entreprises non liées à la pêche. Les communautés côtières locales sont évincées et de nombreux pêcheurs perdent leurs moyens de subsistance. Il suffit de voir les derniers développements dans un pays comme le Ghana où une forme particulière de navires de pêche d'entreprise pêchent la ressource et la revendent ensuite à la population locale pour le double prix.

En bref, nous devons tout particulièrement mettre en évidence les défis auxquels sont confrontés les pays, les régions et les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Cela vaut en particulier pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Conséquences du changement climatique

Le changement climatique est une menace fondamentale pour la sécurité alimentaire mondiale, le développement durable et l'éradication de la pauvreté. L'acidification des océans causée par l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone a d'énormes répercussions négatives sur de nombreux organismes marins. Elle réduit la capacité des mollusques et crustacés à produire leurs coquilles et des coraux à former des squelettes. Nombre de ces organismes sont à la base de toute la chaîne alimentaire.

Le réchauffement des océans va créer de nouveaux schémas de migration des poissons, faisant des gagnants d'aujourd'hui les perdants de demain et vice versa. Des conditions météorologiques extrêmes et imprévisibles, avec de fortes tempêtes et des pluies abondantes, peuvent endommager les écosystèmes côtiers. L'élévation du niveau de la mer recouvrira les zones humides et autres habitats de faible altitude où les

poissons se reproduisent, et détruira les mangroves, qui sont les zones de reproduction de nombreuses espèces de poissons importantes sur le plan commercial.

Dans le même temps, les humains sont touchés par le changement climatique. Les personnes les plus vulnérables sont les habitants des pays en développement. Lorsque les terres arables diminuent et que les sécheresses frappent les terres intérieures, beaucoup cherchent de nouveaux moyens de subsistance en tant que pêcheurs dans les zones côtières et augmentent la pression sur les ressources marines.

Une économie bleue doit être durable

La croissance rapide de la population mondiale et la diminution des ressources terrestres ont fait que de nombreux regards se sont tournés vers les océans pour les sauver en l'absence d'une planète « B ». L'économie bleue est devenue le nouveau concept pour répondre aux besoins croissants. Cependant, les océans n'ont le potentiel de réaliser ce souhait que s'ils sont restaurés et maintenus dans un état sain et productif. L'économie bleue doit devenir une économie bleue durable.

Les pays pauvres doivent protéger leurs ressources naturelles. La décision politique la plus importante est celle de la surpêche. Il existe un certain nombre de mesures politiques importantes permettant de gérer la pêche de manière plus durable. Une façon de protéger les zones de frai importantes pour les poissons est d'augmenter la proportion de zones marines protégées. Les méthodes de pêche destructrices telles que les explosifs ou la dynamite doivent être interdites. Le chalutage de fond devrait être soigneusement réglementé et interdit dans les habitats sensibles.

Les océans du monde entier sont notre patrimoine commun que nous avons la responsabilité de conserver et de transmettre à la génération suivante. Nous disposons en fait des connaissances, de la technologie et des ressources nécessaires pour sauver nos océans.

L'un des moyens de tenir compte du changement climatique dans le secteur de la pêche consiste à réduire les facteurs de stress océaniques lors de la détermination du rendement de la pêche (rendement maximal durable - RMD). Les évaluations scientifiques sont très incertaines, en particulier dans les eaux des États côtiers les plus pauvres. Le réchauffement climatique, l'acidification, les microplastiques et les espèces envahissantes ne sont que quelques-uns des nouveaux défis qui peuvent modifier la

base de la chaîne alimentaire, la santé et les schémas de migration des différents stocks de poissons, ce qui aura d'énormes répercussions sur la pêche. L'acidification des océans a un impact sur les coquillages, de nouvelles maladies et de nouveaux parasites peuvent être le résultat du réchauffement climatique et des espèces envahissantes qui en détruisent d'autres. De nombreux facteurs peuvent influencer les possibilités de récolte et pourraient donc être pris en compte pour déterminer le RMD. Ce serait une façon d'assurer une approche plus large et plus précaire lors de la fixation des totaux admissibles de captures et des quotas. Aujourd'hui, nous discutons du changement climatique et de ses effets sur la santé des stocks de poissons, les schémas de migration, le comportement, etc. Toutefois, il s'agit d'un domaine qui doit être développé davantage. Il est souvent « oublié » ou minimisé dans les discussions. Mais ce sera le principal défi à relever pour l'avenir. Aujourd'hui déjà, les stocks de poissons modifient leurs schémas de migration. On sait très peu de choses sur les raisons de ce comportement, du moins dans les discussions politiques, même si l'on peut en deviner les raisons, il nous faut des recherches beaucoup plus fiables.

Une taxe sur les captures de poissons incite à réduire l'effort de pêche à des niveaux plus efficaces pour maintenir la productivité des populations de poissons. Bien appliquée, elle peut augmenter les coûts privés des actions qui nuisent à l'environnement marin - comme la surexploitation des ressources marines et la pollution marine.

Les préférences des consommateurs sont en grande partie le résultat dans le monde riche de lourdes campagnes de marketing et de ce qui se trouve réellement dans les rayons des magasins. La demande d'aliments écologiques a beaucoup augmenté ces dernières années, et le public est de plus en plus conscient de la manière dont les aliments qu'il consomme ont été produits et de leur origine durable. Je suis convaincu que beaucoup de gens seraient enclins à changer leurs habitudes si seulement ils étaient conscients des défis futurs pour nourrir une population mondiale croissante.

La certification du poisson en fonction de la durabilité des stocks pourrait être un moyen pour les pêcheries du Sud d'accroître leur durabilité, à condition que la norme soit fondée sur des critères légitimes pouvant être vérifiés par une tierce partie. Les normes

de certification peuvent jouer un rôle important, notamment en récompensant les pratiques de pêche durable.

Le Marine Stewardship Council est l'un des systèmes de certification les plus sophistiqués et les plus fiables, avec divers critères, qui contribue à une meilleure transparence, alors que, par exemple, le label « Dolphin Safe » n'est pas aussi complet et se concentre uniquement sur les aspects de la pêche au thon liés aux dauphins. Toutefois, le MSC a également fait l'objet de critiques pour ne pas avoir suffisamment renforcé ses critères au fil du temps.

Il est important que toute pêche durable au thon adopte une approche holistique, où les impacts sur toutes les parties des écosystèmes ainsi que la gestion de la capacité de pêche sont pris en compte.

La traçabilité accrue de l'origine des produits de la pêche devient de plus en plus importante, afin de vaincre la fraude alimentaire, la surpêche et de favoriser le travail décent dans le secteur de la pêche.

Poisson non toxique et sans plastique. Un camion chargé de plastique entre dans notre océan toutes les minutes. Les microplastiques, les emballages en plastique et le plastique à usage unique finissent tous dans nos océans et nous devrions nous mobiliser vigoureusement et légiférer contre cela.

L'accord de pêche malgache, une étude de cas.

Un accord d'« économie bleue » aurait été signé à Pékin en 2018, qui aurait vu l'investissement de 2,7 milliards de USD dans le secteur de la pêche à Madagascar. Madagascar est l'une des nations les plus pauvres du monde, avec 75% de la population vivant avec moins de 1,90 USD par jour. Le PIB de Madagascar en 2017 n'était que de 11,5 milliards de USD, ce qui fait qu'un investissement de 2,7 milliards de USD est extrêmement important.

Selon un article académique de 2011, 4,7 millions de tonnes de poissons ont été pêchées dans les eaux malgaches entre 1950 et 2008 - soit deux fois plus que ce que rapportent les chiffres du gouvernement. L'ampleur de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée cause d'énormes dommages économiques. Dans le même temps, de plus en plus de personnes quittent les hauts plateaux du centre de Madagascar pour se rendre sur les côtes afin de gagner leur vie, gonflant ainsi les rangs des pêcheurs.

Lorsque le poisson a commencé à se raréfier dans le sud, ils se sont déplacés vers le nord.

Le secteur de la pêche à Madagascar est vulnérable : la surveillance est faible, les infrastructures font défaut et la pêche est utilisée de manière non durable. Les énormes investissements étrangers ne sont qu'une autre cause de préoccupation quant à la durabilité future. En 2017, six bateaux de pêche chinois ont obtenu des permis pour pêcher le poisson et le crabe au large du sud de l'île, ce qui a provoqué la panique chez les pêcheurs locaux qui ont affirmé que les bateaux chinois utilisaient des engins de pêche inappropriés. Ces permis ont expiré à la fin de 2018 et, début 2019, le ministère de la pêche a annoncé que les bateaux ne seraient plus autorisés à travailler et que leur matériel de pêche serait confisqué.

L'accord de pêche de 2,7 milliards de USD a été un sujet de conversation majeur à Madagascar pendant l'été 2019. Une lettre d'opposition à l'accord mise en ligne a rapidement recueilli 20 000 signatures. Même les chauffeurs de taxi de la capitale Antananarivo se plaignaient des centaines de bateaux de pêche chinois qui allaient arriver.

Joelison Razakarivony se souvient avoir pensé que « cette société chinoise ne doit pas savoir grand-chose sur Madagascar ».

« S'ils avaient envoyé quelqu'un à Madagascar, ou lu notre constitution, ils auraient su que le Président présent lors de la signature devait démissionner deux jours plus tard, ce qui représente un risque politique énorme pour l'accord. Et s'ils avaient envoyé quelqu'un pour vérifier l'AMDP [Agence malgache pour le développement économique et la promotion des entreprises], ils auraient compris qu'il ne s'agit pas d'un organisme gouvernemental, et qu'un accord qu'il aurait signé ne bénéficierait pas nécessairement du soutien du gouvernement ».

Et il est vrai qu'avant cette cérémonie de signature, peu de gens avaient entendu parler de l'AMDP. Et si vous essayez de comprendre ses origines, les choses deviennent intéressantes.

L'AMDP, malgré le terme « agence » dans son titre, n'a rien à voir avec le gouvernement.

En 2016, le Forum francophone des affaires (FFA), qui encourage la coopération entre les pays francophones, a tenu un sommet à Madagascar. L'AMDP était une association privée créée en partenariat avec le FFA, enregistrée sous l'adresse du FFA à Paris. L'AMDP avait des liens étroits avec Rajaonarimampianina, le Président au moment de la signature de l'accord de pêche. Le chef de l'AMDP, Hugues Ratsiferana, était un conseiller spécial du Président, et le neveu de ce dernier avait un siège au conseil d'administration de l'AMDP.

Selon une source de l'Alliance des journalistes d'investigation malgaches, l'AMDP originale avait été dissoute en août 2017, et l'AMDP qui a signé l'accord à Pékin n'a été officiellement enregistrée à Madagascar que le 19 septembre 2018, soit deux semaines après la signature.

Le Président n'était alors plus président : il a démissionné le 7 septembre, le jour même où la nouvelle de l'accord est tombée, afin de se présenter aux élections présidentielles prévues en novembre.

Voyant la controverse autour de l'accord, l'ancien Président a vite compris que son association avec cet accord ne lui rendrait pas service. Un mois plus tard, le 4 octobre, il a décidé d'oublier ce qui s'était passé à Pékin, en déclarant dans une interview à Radio France Internationale « Je n'ai aucune connaissance de l'accord.